



Monsieur Édouard PHILIPPE  
Premier Ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

Paris, le 18 mai 2020

## **Objet : ENGIE 10 000 emplois directs menacés en France**

Monsieur le Premier Ministre,

Le Gouvernement est mobilisé pour lutter contre la crise sanitaire que traverse notre pays et il a mis en place des mesures inédites afin d'aider les entreprises à faire face aux conséquences économiques.

Comme vous l'avez indiqué dans vos différentes interventions, la situation nécessite que tous les acteurs fournissent des efforts pour amorcer la relance.

Les salariés d'ENGIE ont assuré avec engagement et implication, les missions essentielles et redoublent d'efforts pour assurer un redémarrage de toutes les activités afin de participer à la relance de notre économie.

Dans ce contexte déjà critique, les salariés du Groupe en France et leurs représentants ont appris, avec une grande stupéfaction, au travers d'un communiqué de presse du groupe ENGIE relayé par les médias, qu'ENGIE envisage de se séparer d'activités qui emploient environ 10 000 salariés en France.

Ces informations ont été confirmées par le Président du Conseil d'Administration à l'occasion de l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 mai dernier. Il les justifie par la nécessité de sortir d'activités « à faible rentabilité » tout en les qualifiant de « quelques métiers ». À défaut de vendre ces activités, le Groupe a laissé entendre qu'il les arrêterait.

Or, cela représente environ 13 % de l'effectif d'ENGIE en France et environ 20 000 emplois indirects sur le territoire national. Concomitamment, le Président du Conseil a annoncé l'intention de « rétablir le paiement du dividende », ce qui est perçu par beaucoup de salariés comme un « sacrifice de leur emploi, pour rassurer l'actionnaire ».

Force est de constater qu'alors même qu'il a pleinement bénéficié des aides de l'État, en particulier à travers le recours à l'activité partielle, le groupe ENGIE décide de sacrifier plusieurs milliers d'emplois en France, au moment de la reprise des activités.

Ces annonces sont génératrices de fortes inquiétudes et de démobilisation auprès des salariés. Elles vont indubitablement avoir pour effet, nous le craignons, de dégrader le climat social au sein d'ENGIE et d'alimenter une hostilité de plus en plus visible, au moment où la cohésion du corps social est indispensable.

Les salariés, représentés par l'ensemble des organisations syndicales d'ENGIE, estiment que l'heure est à la solidarité économique nationale et européenne, qui doit se concrétiser par des plans d'investissements des grands Groupes, tel qu'ENGIE, pour développer les nouveaux moteurs de la croissance.

Ainsi, considérer « *ces quelques métiers* » comme non rentables semble démontrer l'absence de prise en compte de la crise sanitaire actuelle. Nous sommes donc complètement opposés à cette vision purement financière, actionnariale et déconnectée de la réalité économique et sociale de notre pays.

Par conséquent, Monsieur le Premier Ministre, nous vous alertons sur les effets et les conséquences des annonces faites par ENGIE et vous demandons, en qualité d'actionnaire de référence du Groupe et d'autorité régaliennne responsable de la souveraineté de notre pays, d'intervenir expressément pour faire cesser ces projets qui nuisent à l'emploi en France. Ils mettent à mal les espoirs d'amélioration économique et sociale, tout en dégradant le climat social général.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

**CFDT**

Coordinateur au groupe ENGIE  
Sébastien MICHEL

**CFE-CGC**

Coordinateur au groupe ENGIE  
Hamid AIT GHEZALA

**CFTC**

ENGIE  
Arnauld PRIGENT

**CGT**

Coordinateur au groupe ENGIE  
Yohan THIEBAUX

**FO**

Coordinateur au groupe ENGIE  
Gildas GOUVAZE